



Lundi 22 juin 2026

Vigilance rouge sur nos conditions de travail et de vie : il est temps de prendre nos affaires en main !

À peine au seuil de l'été, la France subit déjà sa deuxième vague de chaleur. Avec le changement climatique, ce type de phénomène va devenir de plus en plus fréquent. Mais du côté du gouvernement et des patrons, c'est une fois de plus l'impréparation totale et le déni, et donc le système D pour nous. Ce sont les classes populaires, les travailleurs et les travailleuses les plus exposés : hors de question de subir le changement climatique provoqué par les capitalistes et de mettre nos vies en danger pour leurs profits !

Double peine climatique et sociale

D'après le dernier rapport de l'ONG Oxfam, c'est pour la santé des populations les plus pauvres que l'impact du changement climatique est le plus fort. Rien d'étonnant : c'est vrai à l'échelle internationale, puisque les pays les plus pauvres sont les plus touchés, mais aussi à l'échelle nationale, selon la classe sociale à laquelle on appartient. Non seulement en fonction des conditions de travail, mais aussi de logement.

Les quartiers populaires sont surexposés aux canicules, les passoires thermiques de l'hiver se transformant en bouilloire thermique l'été. Le béton et l'asphalte forment des îlots de chaleur, sans aucun endroit pour se rafraîchir, hormis les supermarchés... Et ce sont les jeunes ayant ouvert des bouches à incendie qui sont montrés du doigt et verbalisés, alors qu'on continue à arroser les golfs et que les plus aisés vivent et évoluent en permanence dans des lieux climatisés et bien plus végétalisés.

La France est un pays riche, mais les services publics sont dans un état lamentable, particulièrement exposés à la vague de chaleur : dans les Ehpad et les hôpitaux, puisque 60 % du bâti hospitalier est considéré comme vétuste ; dans les écoles, collèges et lycées qui n'ont bénéficié d'aucune rénovation énergétique ; dans les transports en commun, peu ou pas climatisés, dont salariés et usagers subissent la surchauffe, les pannes et les annulations.

Pourtant, selon le rapport Oxfam, l'adaptation de la France d'ici à 2050, coûterait 20 milliards d'euros, soit seulement dix-sept mois de bénéfices de TotalEnergies, un des premiers responsables du

réchauffement. Une somme dérisoire pour le capitalisme, mais pas touche aux profits !

Urgence climatique et urgence révolution

Face à cette logique qui conduit toute l'humanité droit dans le mur, nous pouvons faire valoir nos priorités : nos vies avant leurs profits, particulièrement au moment où la vague de chaleur met notre santé en danger. Le gouvernement ne prend aucune responsabilité, on le voit bien dans l'Éducation nationale où le ministre renvoie toute prise de décision de fermeture aux collectivités, alors que les classes sont transformées en étuves. Car pour les patrons, il faut préserver la productivité coûte que coûte et il faut donc que les parents puissent venir travailler... comme si de rien n'était.

Le 29 mai dernier, un ouvrier de 19 ans est mort après une journée en pleine chaleur sur un chantier. Alors que la France détient le triste record du nombre de morts au travail d'Europe, avec plus de 700 chaque année, il risque d'y en avoir d'autres suite à l'épisode que nous traversons.

La seule manière de nous protéger, c'est de réagir collectivement. Au mois de juin l'année dernière, des grèves et des droits de retrait ont été organisés par les travailleurs du transport. Cette année, il y a aussi des réactions. Par exemple, les débrayages se succèdent au technicentre industriel SNCF de Rouen Quatre Mares : pas question de travailler dans des ateliers à plus de 40 °C.

Adaptation des activités et des horaires de travail, ou ne pas travailler du tout : ce sont les salariés les mieux placés pour décider. Les profits grimpent, la chaleur monte, inversons les courbes en comptant sur nos luttes !

Imposons notre plan chaleur !

A Stellantis Poissy, Mulhouse, Caen, Sochaux... il y a des appels à la grève le matin et l'après-midi jusqu'à la fin de la semaine contre les conditions de travail dangereuses.

À Poissy, la direction a fait chômer mardi et mercredi après-midi, mais fait travailler deux après-midis encore plus chauds jeudi et vendredi.

Si on n'a pas des environnements de travail corrects... alors stoppons le travail !

Il faut rallonger, pas couper !

Montage, lundi matin, une trentaine de salariés du Montage ont arrêté de travailler pour revendiquer le respect de leur première pause de 20 minutes, notamment pour manger. La direction voulait la couper en 2 pauses de 10 minutes.

Au bout d'une heure, la direction a capitulé et a remballé son projet pour toute l'usine.

Notre santé, notre priorité

Dans toute l'usine, la chaleur est insupportable. Il faudrait des investissements pour isoler les bâtiments, plus de moyens de se rafraîchir, baisser la cadence, plus de pauses rallongées, des séances de travail raccourcies ou annulées sans perte de salaires.

On va passer à une équipe, puis arrêt définitif de la production : on a encore moins de raisons de courir pour les profits de Stellantis.

Les robots, eux, ont le droit à la clim !

À la Peinture, on crève de chaud sur les lignes. Par contre sur la ligne Sertis il y a la climatisation... pour les robots !

Lapin rôti ?

À la Peinture, la direction ne veut pas ouvrir les portes pour faire des courants d'air, elle a peur que les lapins rentrent. Mais les lapins ne vont pas se jeter dans ce four qu'est la Peinture, ils ne sont pas fous !

Zéro en calcul

Pour l'instant en prévision de l'arrêt de la Mokka, la direction propose moins de 400 postes (Emboutissage, pièce de rechange, Grande Casse, Ligne Moteur). Sans même les garantir. Si ça se fait, les activités d'imprimante 3D pour des pièces n'occuperont que quelques spécialistes, et la mini-peinture très peu de salariés (à Vesoul ils sont une quinzaine). Ces activités vont rester combien d'années ? Seront-elles vendues comme l'Emboutissage de PSA Aulnay ?

On est 2 000 salariés, la direction promet d'en garder 1 000 en 2030, mais ne propose que près de 400 postes... cherchez l'erreur.

L'aventure... de la débrouille intégrale

Pour démarrer au B1 la Grande Casse (recyclage de pièces détachées), la direction veut une dizaine de « volontaires à l'esprit pionnier ». Car il faudra que les salariés inventent leurs postes, établissent les gammes, commandent leurs outils, soit polyvalents...

La direction, elle-même, ne prend pas au sérieux cette nouvelle activité, elle cherche à monter rapidement un petit secteur sans mettre les investissements et les formations. Comme un village du Far West, l'activité va vite se monter... pour vite finir.

Même problème, même combat !

À Lear Herblay, le patron veut licencier la moitié des effectifs (49 salariés). Cette usine fabrique les sièges de la Mokka et s'appête à passer de 2 à 1 équipe. Quand la production s'arrêtera à Poissy, le patron voudra fermer définitivement Lear.

Comme nous, à Stellantis Poissy et chez d'autres sous-traitants, il va falloir se battre contre nos patrons pour notre avenir, et on sera plus forts tous ensemble.

Anticiper et lutter, ça paye !

Si les salariés de Lear n'arrivent pas à empêcher leurs licenciements, ils ont prévu des garanties. Ils n'ont pas voulu se retrouver virés avec des cacahuètes au dernier moment.

Il y a plusieurs années, après 5 jours de grève, ils ont imposé un accord pour un plan de licenciement : autour de 100 000 € par salarié.

À Stellantis Poissy, on peut faire pareil et même obtenir plus, tant que le patron a besoin de nous pour ses centaines de voitures par jour : si on se mobilise, y compris en lien avec d'autres entreprises menacées.

Patrons déshumanisés

Dans son usine de Douai, Renault a montré à toute la presse, le robot Calvin qui soulève les pneus. Des robots qui font les travaux les plus pénibles, on est pour à 100 %, mais pour chaque poste supprimé, il faut reclasser le salarié, garantir son emploi, quitte à répartir le travail entre tous.

C'est le patron qui casse l'emploi et provoque des catastrophes sociales, pas le robot.

Renault VSF en lutte contre la fermeture

La direction veut fermer le site de Villiers-Saint-Frédéric, près de Thoiry, et « relocaliser » de force les salariés à Guyancourt, Lardy ou Aubevoye : jusqu'à 153 postes en moins sur les 434 salariés Renault et Ampère.

Mais ils ne se laissent pas faire. Après une action réussie sur leur site le 10 juin, ils se sont organisés et ont remis ça jeudi 18 juin à Boulogne pour manifester et chahuter les chefs du personnel de Renault.

Contre les négociations individuelles, ils veulent jouer collectif. Ils ont bien raison !